

L'Armée a-t-elle irradié les gardiens du plateau d'Albion ?

9 janvier 2018 / Clément Chassot (Le Ravi)



Pendant un quart de siècle, le plateau d'Albion, dans le Lubéron, fut un des éléments de la dissuasion nucléaire française. Une association, créée par un ancien militaire aujourd'hui malade, cherche à savoir si l'Armée a sciemment soumis des militaires et des civils à des rayonnements ionisants.

-
- *Marseille, correspondance*

Il faisait partie de l'élite et il en était fier. En septembre 1990, après six mois de formation à Nîmes, Leny Paris devint fusilier commando de l'air. Il fut affecté comme caporal-chef à la base aérienne 200 Apt-Saint-Christol, sur le plateau d'Albion, le site de la force de dissuasion nucléaire française, à une trentaine de kilomètres d'Apt (Vaucluse) (voir [ci-dessous](#)). Il y est resté un an et demi. Sa mission : surveiller, protéger les 18 missiles et leurs têtes nucléaires bourrées de plutonium, répartis sur le plateau. Notamment lors de convois pour des opérations de maintenance. *« La porte du missile était ouverte et je pouvais rester des heures comme ça, à une dizaine de mètres de l'ogive. Nous n'avions pas de dosimètre, juste une combinaison en tissu et un masque à gaz qu'on ne mettait jamais. Mais personne n'était inquiet à l'époque »*, témoigne l'ancien militaire aujourd'hui âgé de 46 ans.

Huit ans plus tard, alors qu'il marchait tranquillement dans la rue, son pied vrilla totalement : fracture des deux malléoles. Premiers examens de densitométrie des os. *« Là, on me dit que j'ai un squelette de vieillard de 80 ans »*, s'exclame-t-il. Ostéoporose puis ostéonécrose : ses os se détruisent à petit feu. Le bidasse souffrait également de fibromyalgie (douleurs diffuses et grande fatigue) et de problèmes d'audition. *« J'ai vu beaucoup de médecins, certains ont été très étonnés mais jamais aucun d'entre eux n'a écrit qu'il pouvait y avoir un lien. »* Il accuse aussi le lobby nucléaire : lors de la première expertise ordonnée par la justice en 2004, c'est le médecin André Aurengo qui fut désigné. Il exclut la thèse de la contamination. Sauf qu'*« il était juge et partie : il était membre du conseil d'administration d'EDF »*, dénonce Leny Paris. Persuadé que son état de santé est lié à sa présence sur le plateau d'Albion, il veut que l'armée le reconnaisse. Alors que certains médecins ne lui donnaient pas plus de six mois de survie, son calvaire est toujours d'actualité.

Remise en cause de la pertinence des relevés dosimétriques transmis par l'Armée

Leny Paris attend aujourd'hui un jugement en cassation. Il a perdu plusieurs procès devant le tribunal militaire de Pau, ville où il réside. Pour l'armée, c'est *niet* : *« Il n'existait aucun risque d'exposition externe »* ; elle dément toute *« dose significative de radioactivité pouvant avoir un impact sur la santé »*. Fidèle à sa réputation, la Grande Muette s'est contentée d'un mél.

laconique en réponse aux questions du *Ravi*.

Mais le combat de l'ancien commando n'a pas été complètement vain. D'abord en 2015, il a obtenu une pension d'invalidité à 80 % auprès de la Sécurité sociale après des années de galère. En 2013, le ministère de la Défense lui a attesté d'un handicap de 20 %, sans compensation. En 2007, grâce à l'intermédiaire du médiateur de la République, il a reçu un rapport de l'Opri (Office de protection contre les rayonnements ionisants), rédigé en 1999, qui atteste la présence de plutonium et de césium à Albion. Le rapport expliquait que cela était dû aux retombées des essais nucléaires algériens dans les années 1960 (c'est la 1^{re} fois qu'un rapport l'écrivait) et à la catastrophe de Tchernobyl.

Pour Roland Desbordes, le président de la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, créée après Tchernobyl), *« ce document ne vaut rien, ils ont trouvé quelque chose mais cela vient d'ailleurs... Il a été prémâché par l'armée sous la pression des vétérans des essais nucléaires »*. Roland Desbordes remet en cause la pertinence des relevés dosimétriques transmis par l'Armée à Leny Paris en 2004, qui atteste d'une faible exposition : *« Il s'agit d'une dosimétrie moyenne, cela ne veut rien dire, il n'y a aucune mesure personnelle. »*

« Il faut le prouver pour que tout le monde prenne conscience de ce scandale sanitaire »

Leny Paris n'est pas la seule « victime » du plateau d'Albion. Il a créé une association en 2015, l'**Association des victimes du plateau d'Albion (Avpa)**. Elle compte aujourd'hui une quarantaine de membres : techniciens, pompiers, électriciens... Eux ou leurs enfants sont malades. L'Avpa a lancé cet été une enquête de recensement de victimes potentielles et de leur descendance avec un questionnaire à la clé. Le journal *La Provence* s'en est d'ailleurs fait écho et le téléphone de Leny Paris sonne depuis régulièrement. L'**Obsiven (l'Observatoire international des dispositifs de suivi des victimes des essais nucléaires et du nucléaire civil et militaire)** accompagne l'association dans sa démarche.

Grâce à sa collaboration avec l'Association des vétérans des essais nucléaires, l'Obsiven a déjà

pu rassembler 3.000 cas sur toute la France. Les victimes d'Albion viendront compléter cette grande étude épidémiologique. « *Des études sur le rat ont montré que les handicaps et malformations à partir d'un patient victime de rayonnements et touché aux parties génitales pouvaient se répéter sur 22 générations. Sur l'homme cela fait 500 ans*, explique Jean-François Grenot, biologiste et chef de projet à l'Obsiven sur les études cliniques et biologiques.

Ce qu'on observe, c'est que les descendants de patients victimes de maladies radio-induites ont huit fois plus de chances de développer des handicaps. Maintenant il faut le prouver pour que tout le monde prenne conscience de ce scandale sanitaire. » Le scientifique explique que, contrairement aux victimes des essais nucléaires, exposés à des rayons gamma, Leny Paris et les autres victimes ont été exposés à des neutrons, très énergiques et qui traversent la peau plus facilement : « *C'est encore pire* », assure-t-il.

« Alors, si tout ça, c'est à cause de l'armée... »

Une centaine de personnes ont répondu à l'appel de l'association et une assemblée générale est prévue en janvier à Apt. *Le Ravi* a rencontré trois d'entre elles. Deux ont fait leur service militaire à Albion avec les mêmes missions que Leny Paris. Bernard Harlé, Marseillais de 66 ans, a passé un an sur la base, en 1972. Une quinzaine d'années plus tard, on lui a détecté un cancer des intestins. Mais les cancers sont nombreux dans sa famille et il n'avait jamais fait un lien avant cet été. Un autre Marseillais, Daniel Canal, né en 1965, est passé à Albion en 1984. Son parcours du combattant a commencé à 25 ans : cancer des testicules, puis des problèmes de thymus et de thyroïde, pancréatite, rechutes, opérations à répétition, la liste est longue. « *Heureusement que je suis suivi au jour le jour, sinon je ne serais plus là* », lâche-t-il. Dans les deux cas, les médecins sont étonnés devant leur pathologie. Trop jeunes, peu d'explications à fournir... Les deux n'accusent personne mais veulent connaître la vérité : « *Tout cela m'a pourri la vie, je n'ai jamais pu avoir de femme, de vie de famille*, explique Daniel Canal. *Alors, si tout ça, c'est à cause de l'armée...* »

Daniel Kaspar, Aptésien, est, lui, resté plus de trente ans sur le site comme technicien pour un sous-traitant de l'aérospatiale. Il n'avait jamais fait non plus de rapprochements entre sa maladie et Albion jusqu'à cet été, même s'il se veut prudent. Il attend d'avoir plus d'éléments

de la part de l'association. Depuis 2011, il est atteint d'un diabète avec une glycémie battant tous les records et sa prostate pèse plus de 200 grammes. Les médecins n'avaient jamais vu cela. Père de trois enfants, deux d'entre eux ont également des soucis de santé. À qui la faute ? Qui dans l'armée a été au courant d'un risque d'exposition et quand ? Les mêmes questions pour tout le monde. Sans réponse. Secret défense.

ALBION, 25 ANS DE DISSUASION NUCLÉAIRE

Ce fut la fierté de la France nucléarisée comme de Gaulle en avait rêvé. Ce rêve est devenu réalité en 1971 aux confins de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur le plateau d'Albion, à cheval sur le Vaucluse, la Drôme et les Alpes-de-Haute-Provence. La base aérienne 200 Apt-Saint-Christol a été pendant 25 ans, et sur plus de 400 hectares, le site terrestre de la force de dissuasion nucléaire française. Surprotégée, cette base comptait 18 silos, tous équipés de missiles à tête nucléaire capables d'exploser tout malencontreux belligérant. Jacques Chirac a décidé de la fermeture de cette base vieillissante et trop coûteuse en frais de maintenance en 1996, alors qu'il venait de relancer les essais nucléaires en Polynésie française. La déconstruction du site a pris trois ans. Rebaptisé Quartier Maréchal Koenig, le plateau d'Albion abrite désormais un régiment de la Légion étrangère, une station d'écoute du contre-espionnage ainsi qu'une base souterraine scientifique civile de géologie et de sismologie.

Lire aussi : [Le démantèlement des armes et bâtiments nucléaires, lourd fardeau pour les générations futures](#)

Source : Article transmis amicalement à *Reporterre* par *LeRavi*.



Photos :

chapô : L'observatoire Sirene installé sur le plateau d'Albion ([Wikimedia \(JPS68/CC BY-SA 4.0\)](https://reporterre.net/L-Armee-a-t-elle-irradie-les-gardiens-du-plateau-d-Albion))

- Emplacement : Accueil > Enquête >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/L-Armee-a-t-elle-irradie-les-gardiens-du-plateau-d-Albion>